Remettre la finance au service du travail et de l'innovation

Catherine Lubochinsky
Cercle des économistes

En 2014, le Global Findex de la Banque Mondiale révèle que 62% de la population adulte mondiale possède un compte bancaire; ce qui laisse deux milliards d'adultes sans compte bancaire. Ce pourcentage atteint 94% dans les pays à haut revenu de l'OCDE contre 54% dans les pays en développement. Au sein de ce groupe, la disparité est encore plus saisissante : moins de 5% dans certains pays d'Afrique subsaharienne ! Or, pour les pays les moins avancés, l'inclusion bancaire et financière permettrait des gains potentiels substantiels en termes d'efficacité économique, donc de croissance et de création d'emplois. L'utilité sociale de la finance ne fait pas débat. Mais, dans ces pays, la bancarisation ne s'effectuera pas à court terme par la prolifération d'agences bancaires, coûteuses et peu adaptées à des territoires aussi vastes.

L'émergence de comptes par téléphonie mobile constitue une innovation technologique majeure dans le processus accélérateur de l'accès aux services bancaires et financiers. En effet, dans 13 pays, plus de 10% des adultes possèdent un compte via la téléphonie mobile. Ces pays sont tous situés en Afrique subsaharienne et pour 5 d'entre eux, plus d'adultes ont de tels comptes que de comptes bancaires classiques. Au Kenya, ces comptes concernent 58% de la population adulte. L'innovation est certainement au service de la finance, mais cette finance est au service de l'économie réelle.

Pendant ce temps, dans les pays occidentaux, l'innovation technologique révolutionne également le paysage financier avec des transactions sur les marchés financiers s'effectuant en nano secondes mais dont l'analyse avantages/coûts fait débat. De même, le comportement des institutions bancaires et financières au cours des années 2000 a confirmé le peu d'efficacité du principe de la discipline de marché et la Grande Crise a mis en exergue les excès de la finance.

La finance est-elle, dans les pays occidentaux, au service du travail et de l'innovation ? Il est possible d'en douter.

Le mirage des RoE, à 15-20% de l'industrie financière s'est dissipé lorsque la crise a révélé que ces derniers, sans être ajustés des risques, étaient finalement peu significatifs. Le miracle des RoE a plus résulté de l'accroissement du levier et d'une augmentation des risques non capturés par les régulateurs que de véritables gains de productivité. Cependant, institutions financières et entreprises continuent de privilégier, dans leur stratégie, des critères tels que le bénéfice par action. En France, la distribution de revenus (dividendes et rachats d'actions) aux actionnaires du CAC 40 a atteint 56 milliards d'euros en 2014 (46 milliards pour les seuls dividendes) en hausse de 30% par rapport à 2013, retrouvant ainsi leur niveau d'avant crise (57,1 milliards d'euros en 2007). Aux États-Unis, à la suite des Stress tests menés sur les banques par la Federal Reserve Bank en mars 2015, cette dernière a refusé les plans de distribution des dividendes de Deutsche Bank et de Santander et a demandé à Goldman Sachs, JP Morgan et Morgan Stanley de réduire la distribution de profits aux actionnaires… les banques préfèrent encore distribuer leurs revenus plutôt que de les utiliser à renforcer leurs fonds propres.

Il est temps que les dirigeants et les investisseurs (qui sont essentiellement institutionnels) cessent de se focaliser sur ce ratio. La mode est à l'investissement socialement responsable mais que dire

de cette responsabilité sociale quand les banques et les entreprises pilotent au gré du bénéfice par action à l'aide de stratégies de rachats d'actions et de licenciements ?

Certes, en termes d'emplois, le secteur bancaire n'a pas été la "sidérurgie du tertiaire" prévue dans le rapport Nora-Minc (1977). Cependant, les excès de rémunération depuis les années 1990, tant du travail que du capital, ont engendré des effets pervers. Parmi ceux-ci, la captation d'une main-d'œuvre très qualifiée au détriment de l'industrie, des stratégies de court terme et un financement insuffisant de la recherche et de l'innovation.

Dans un contexte de profondes mutations technologiques, les business modèles de l'industrie financière vont devoir s'adapter : l'émergence de la banque/assurance en ligne, celle de nouveaux acteurs dans le processus de financement (plateformes de *crowdfunding*, *i.e.* de financement participatif) et le besoin fondamental de prise de risque au service de l'économie réelle, conjugués aux excès d'endettement passés, vont nécessiter une mutation des modèles même de financement des économies. Les plateformes de financement participatif en sont l'illustration. Ces plateformes financent aussi bien les dons (les montants levés en France doublent chaque année), les prêts, assortis ou non d'un intérêt, et les prises de participation au capital. Créée en 2006 (par le Français Renaud Laplanche), la plateforme Lending Club a permis le financement de projets pour un montant de 7,6 milliards de dollars. Elle a des partenariats avec Google et Alibaba. Elle a été introduite au NYSE en décembre 2014… D'autres plateformes, telles Ulule ou KissKissBankBank, sont restées basées en France mais les investisseurs sont des internautes répartis dans plus de 150 pays. De taille plus modeste, créées en 2010, ces deux plateformes enregistrent un taux de croissance remarquable quant aux fonds collectés (environ 35 millions d'euros), avec une contribution moyenne comprise entre 50 et 100 euros. Les financements de projet participatifs ne concernent pas que les petits projets: OurCrowd vient de lever 7,2 millions de dollars sur un seul projet. L'engouement des particuliers envers ce type de placements laisse présager une concurrence intense avec le système traditionnel de prêts bancaires.

La finance au service de l'emploi et de l'innovation est une problématique qui ne peut pas se poser dans les mêmes termes dans les pays occidentaux et dans les pays en développement. Il existe des effets de seuil. Dans les pays occidentaux, la banque et la finance au service du travail, c'est financer l'innovation. Dans les pays en développement, c'est l'innovation qui doit permettre à la banque et la finance d'être au service de la croissance et donc du travail. Les plateformes de prêts participatifs pourraient s'y développer sur les téléphones mobiles. Ce serait une formidable solution au financement des TPE indispensables au développement.